



# Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> avril 2015  
Français  
Original : anglais

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Reprise de la session de 2015  
26 mai-3 juin et 12 juin 2015

**Rapports quadriennaux pour les périodes 2010-2013  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,  
en application de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social, par les organisations  
non gouvernementales dotées du statut consultatif  
auprès du Conseil**

**Note du Secrétaire général**

**Additif**

## Table des matières

	<i>Pages</i>
1. Academy of Labour and Social Relations . . . . .	2
2. Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique . . . . .	3
3. Association of Presbyterian Women of Aotearoa (Nouvelle-Zélande) . . . . .	5
4. Bridges International. . . . .	6
5. Association caraïbe pour la recherche et l'action féministe. . . . .	8
6. Organisation catholique d'aide au développement . . . . .	10
7. Commonwealth Association of Surveying and Land Economy . . . . .	11
8. Union européenne des étudiants juifs . . . . .	12
9. Federación de Abogadas de Kenya . . . . .	13
10. Gram Bharati Samiti . . . . .	15
11. Green Asia Network . . . . .	17
12. Humanity First. . . . .	18
13. Integrated Development in Focus . . . . .	21
14. Asociación Internacional de Puertos . . . . .	22
15. El Grial. . . . .	23



## **1. Academy of Labour and Social Relations**

### **Statut consultatif spécial, 2010**

#### **Introduction**

L'Academy of Labour and Social Relations est une institution pluridisciplinaire d'enseignement supérieur et de recherche qui dépend de la Fédération des syndicats indépendants de Russie, créée en 1919. Elle sert de centre de disciplines de base et de recherche pour les études sur le travail et les questions sociales et contribue aux travaux des syndicats.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Académie a pour buts et objectifs de : fournir une excellente éducation aux étudiants du premier cycle et aux diplômés; entreprendre des activités de recherche dans le domaine des relations du travail et sociales, organiser et réaliser diverses activités en vue de promouvoir la mobilité universitaire et fournir un appui aux organes législatifs en ce qui concerne les documents relatifs au travail et aux questions sociales. L'Académie coopère avec des organisations internationales, des lycées et universités et coordonne les travaux de ses 17 branches régionales dans l'ensemble de la Fédération de Russie.

#### **Changements à signaler**

Les termes « enseignement professionnel supérieur » ont été ajoutés au statut juridique de l'Académie.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Pendant la période à l'examen, l'Académie a appuyé les travaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en collaborant avec ses organes universitaires et de recherche. Elle a rédigé des documents pour les délégations de la Fédération de Russie et des syndicats qui ont participé à des forums internationaux et régionaux traitant de la question d'un travail décent en tant que droit civil fondamental.

- Avec un appui du bureau de l'OIT à Moscou, sur son campus central de Moscou, l'Académie a désigné une salle spéciale pour les études sur l'OIT équipée de ressources de recherche comprenant des documents, périodiques, brochures, monographies et dépliants de l'OIT.
- Dans l'esprit des conventions et recommandations de l'OIT, l'Académie a participé activement à la rédaction de projets de documents ou de lois pour approbation par les commissions de profile de l'Assemblée législative fédérale pour le travail et l'enseignement.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune participation n'a été signalée.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune coopération n'a été signalée.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les activités de l'organisation n'ont pas porté sur des initiatives spécifiques à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, mais ont plutôt tendu à appuyer le programme de développement dans son ensemble grâce à des campagnes en faveur d'un travail décent tenues les jours de la Fête du travail en mai et octobre.

### **Renseignements complémentaires**

La période à l'examen n'a pas été favorable aux travaux de l'Académie du fait de contraintes économiques et financières dues des réformes du système d'enseignement permanent, des établissements d'enseignement non étatiques sous-financés et de la contraction des budgets alloués aux activités internationales. De plus, la situation démographique a conduit à une réduction des taux d'inscription. Bien que l'Académie soit attachée à une participation plus active à la stratégie susmentionnée, elle dépend de meilleures ressources financières dans un proche avenir pour fournir à son personnel universitaire la possibilité de participer à des manifestations et activités concernant les Nations Unies.

## **2. Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique**

### **Statut consultatif spécial, 2006**

#### **Introduction**

En partenariat avec les parlementaires africains, l'Association des parlementaires d'Europe pour l'Afrique entend renforcer la démocratie parlementaire en Afrique, veiller à ce que l'Afrique reste à l'ordre du jour politique en Europe et favoriser le dialogue entre parlementaires africains et européens. Actuellement, l'Association travaille dans chaque sous-région du continent, à l'exception de l'Afrique du Nord, avec 30 parlementaires par l'intermédiaire de programmes thématiques et de renforcement des capacités.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'objectif principal de l'Association vise à favoriser le respect des droits de l'homme, la démocratie et le développement en Afrique. Plus particulièrement, l'Association s'efforce de réaliser cet objectif en : promouvant la compétence et l'autorité parlementaires; appuyant la diplomatie parlementaire; favorisant l'interaction entre la société civile et les parlements; et en influant sur l'importance des questions à l'ordre du jour parlementaire.

#### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Depuis 2009, l'action parlementaire de l'Association a contribué aux travaux des Nations Unies, à savoir aux objectifs du Programme conjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), intitulé « Les mutilations et ablations génitales féminines :

accélérer le changement ». L'Association s'est concentrée tant sur la législation relative aux mutilations et ablations génitales des femmes que sur le suivi de son application, de même que sur l'éducation et la sensibilisation selon une approche communautaire pour que la pratique soit abandonnée en une génération dans les pays d'Afrique de l'Ouest ciblés. De même, depuis 2010, l'Association a contribué aux objectifs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Somalie, en particulier en favorisant une gouvernance fondée sur le peuple en tant que condition préalable à la paix. Dans ce contexte, l'Association a contribué au renforcement des institutions législatives somaliennes grâce à une formation générale et spécialisée, des consultations techniques, des visites d'étude, un appui législatif, la sensibilisation communautaire et la production de manuels parlementaires.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- Des représentants de l'Association ont participé à la Conférence internationale sur les mutilations et ablations génitales des femmes, organisée par l'UNICEF et le FNUAP à Rome, en octobre 2013.
- En collaboration avec le Bureau des Nations Unies au Burundi, l'Association a organisé deux ateliers à l'intention des parlementaires de l'éventail des forces politiques du Burundi sur :
  - « Les mécanismes de justice transitionnelle et le fonctionnement d'une Commission Vérité et Réconciliation », Bujumbura, juillet 2011; et
  - « Les éléments d'une feuille de route crédible en vue de l'organisation d'élections sans exclusive, transparentes, libres et justes en 2015 », Bujumbura, 11 mars 2013.
- En janvier 2013, l'Association a organisé, au Parlement néerlandais, une réunion d'experts entre le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la Somalie et la diaspora somalienne aux Pays-Bas. La réunion avait pour thème les événements survenus récemment en Somalie et le rôle de la diaspora à l'avenir.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En 2010, l'Association a signé une lettre d'intention avec le FNUAP et l'UNICEF, selon laquelle l'action parlementaire de l'Association serait incorporée pour réaliser les objectifs du Programme conjoint relatif aux mutilations et ablations génitales féminines : accélérer le changement. Par l'intermédiaire du Programme conjoint, le Gouvernement luxembourgeois a financé un programme mettant l'accent sur le rôle des parlementaires pour plaider en faveur de l'élimination des mutilations et ablations génitales féminines au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. En 2010, l'Association a signé un accord avec le PNUD en Somalie, qui a débouché sur le cofinancement d'activités visant à appuyer activement la promotion des institutions législatives en Somalie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les programmes de renforcement des capacités de l'Association contribuent indirectement aux objectifs du Millénaire pour le développement. En renforçant les capacités et l'autorité des parlements, l'Association cherche à permettre aux institutions législatives de contribuer de manière crédible à la répartition efficace et égale des biens publics et à tenir les gouvernements responsables du déboursement des fonds affectés au développement et de l'application d'une politique du développement cohérente en Afrique. Grâce en particulier à son programme relatif aux objectifs du Millénaire pour le développement, l'Association vise à permettre aux parlements africains d'élaborer et d'appliquer une législation concernant les objectifs 1, 3 et 7, en particulier pour ce qui est des procédures de contrôle budgétaire. Dans ce contexte également, l'Association et le Parlement panafricain coopèrent depuis 2011 pour assurer le succès des investissements dans l'agriculture en Afrique et articuler une réponse parlementaire à la ruée vers les terres.

### **3. Association of Presbyterian Women of Aotearoa (Nouvelle-Zélande)**

#### **Statut consultatif spécial, 1998**

##### **Introduction**

L'Association of Presbyterian Women of Aotearoa (Nouvelle-Zélande) (APW) est la branche féminine de l'Église presbytérienne d'Aotearoa en Nouvelle-Zélande. Elle est ouverte à toute les femmes de l'Église et a plus de 2 000 membres qui se réunissent mensuellement en groupes locaux et au cours d'une conférence nationale tous les trois ans.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association a pour but : d'unir les femmes presbytériennes d'Aotearoa dans la prière, l'étude, l'amitié et le service; et d'appuyer les femmes aux niveaux local, national et international grâce à des partenariats et une l'autonomisation. L'accent est mis sur le rôle et le service des femmes pour que leurs dons particuliers soient reconnus et utilisés par l'Église et la communauté.

##### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

##### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association a contribué aux projets décrits ci-dessous :

- Elle a travaillé avec le Conseil national des femmes de Nouvelle-Zélande, (Asia) Pacific Women's Watch, Rural Women New Zealand, la Fédération internationale des femmes diplômées d'universités et d'autres groupes locaux au niveau national et international pour élaborer un programme de travail tenant compte des intérêts des femmes en Nouvelle-Zélande et reposant sur les programmes et les traités des Nations Unies;

- Elle a participé à l'examen du respect par la Nouvelle-Zélande des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Dans le cadre de son association avec Ecumenical Women, coalition d'organisations de femmes de foi, elle a présenté des déclarations écrites de plaidoyer aux sessions de la Commission de la condition de la femme et a participé à des manifestations parallèles à la Commission.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Au cours de 2010 et 2013, l'Association a assisté à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association travaille activement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) à Wellington.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En partenariat avec des associations et organisations de femmes, l'Association réalise des projets spécifiques à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement à Aotearoa et dans d'autres pays. L'Association a réalisé les projets suivants :

- À l'appui de l'objectif 1 : en 2010, avec Habitat for Humanity, elle a aidé à construire des maisons après les tremblements de terre de Christchurch et Haïti et a fourni de la nourriture, des vêtements et autres;
- À l'appui de l'objectif 4 : en 2011, dans le cadre d'un programme appelé « Mums and Kids-Kids Friendly in NZ », elle a fourni un appui aux enfants et aux femmes dans l'État de Palestine;
- À l'appui de l'objectif 3 : en 2012, en Nouvelle-Zélande et à Tonga, elle a œuvré en faveur de la sensibilisation aux besoins des handicapés;
- À l'appui de l'objectif 5 : en 2013, au Sri Lanka, elle a fourni une formation à des défenseurs des enfants pour les enfants pris dans des partenariats violents (par l'intermédiaire de Women's Refuge).

## **4. Bridges International**

### **Statut consultatif spécial, 2010**

#### **Introduction**

Bridges International a été créé en 2006 à Khartoum. Les travaux de l'organisation sont fondés sur une approche professionnelle, assurant le développement durable, la réhabilitation et le développement de régions affectées par des catastrophes naturelles et dues à l'homme, fournissant une assistance humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et aux réfugiés. L'organisation intervient à Khartoum, au Grand Darfour, dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation met l'accent sur : une coexistence pacifique, la tolérance religieuse et le dialogue entre les peuples et les cultures; le règlement des conflits, le renforcement de la paix et la réconciliation; les droits de l'homme; et l'égalité des sexes, l'autonomisation des familles, des femmes et des enfants.

### **Changements à signaler**

L'organisation a élargi sa portée géographique pour faire face à d'importants défis et problèmes émergents dans les régions affectées par des conflits au Soudan, en particulier au Darfour et dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a contribué aux activités suivantes :

- A participé au règlement de conflits, au renforcement de la paix et à la réconciliation dans des zones en crise au Soudan et a contribué à la campagne de plaidoyer en faveur de la dissémination de la paix au Soudan;
- En 2012, en collaboration avec des organisations situées aux États-Unis d'Amérique, a organisé une série d'ateliers visant à favoriser le processus de paix au Soudan;
- En collaboration avec la Commission nationale électorale et le PNUD, a participé à la surveillance de l'élection tenue au Soudan en février 2010;
- A contribué au processus préparatoire et à la surveillance du Référendum tenu au Soudan du Sud en janvier 2011. A pris part à la campagne nationale pour interdire les mines terrestres et au programme de sensibilisation au danger des mines au Soudan.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Association a participé aux manifestations suivantes :

- Dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, septembre 2012;
- Vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, juin 2013;
- Sous-Comité plénier du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève 2013, pour appuyer les questions relatives aux réfugiés;
- Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Doha, en 2012;
- Forum de la jeunesse, organisé par les Nations Unies à New York, en 2011.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- En février 2010, l'organisation a participé, en collaboration avec la Commission nationale électorale et le PNUD, à la surveillance des élections au Soudan. En janvier 2011, l'organisation a également participé au processus préparatoire du Référendum au Soudan du Sud.

- L'organisation a contribué à la formation et au renforcement des capacités des femmes et des filles en matière de règlement des conflits et de culture de paix dans les États affectés par des conflits au Soudan.
- En collaboration avec la Mission des Nations Unies au Soudan et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, l'organisation a organisé des visites dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les initiatives prises par l'organisation ont contribué indirectement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **5. Association caraïbe pour la recherche et l'action féministe**

#### **Statut consultatif spécial, 2002**

##### **Introduction**

L'Association caraïbe pour la recherche et l'action féministe fait partie du Mouvement féministe des Caraïbes. Elle est présente dans 17 pays de la région et comprend des femmes qui sont au chômage, y compris des femmes diplômées d'université ainsi que des femmes moins éduquées qui travaillent dans le secteur informel et des femmes autochtones.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association vise à mobiliser le pouvoir collectif des femmes pour transformer l'individu et la société, créant ainsi un climat dans lequel la justice sociale prévaut. Elle sert de facilitateur au mouvement régional des femmes, cherchant à encourager la collaboration et la solidarité régionales. Elle a pour objectifs de : promouvoir et appuyer la croissance et le développement du mouvement féministe dans la région; faire des recherches sur la situation des femmes dans la région, l'analyser et l'illustrer; créer des réseaux avec des organisations de femmes et autres organisations qui appuient la mission de l'Association; influencer la politique aux niveaux régional et international; et appuyer l'autosuffisance économique des femmes, entre autres.

##### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

##### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association a assisté à de nombreuses réunions en qualité d'observateur, de même qu'en tant que membre de délégations nationales en vue de faire pression sur les ambassadeurs et les dirigeants, y compris à la Commission de la condition de la femme. En mars 2010, à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, l'Association a participé à un débat interactif officiel sur la situation en Haïti, organisée par ONU-Femmes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Association a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Forum mondial des ONG pour les femmes : Beijing +15, en 2010;  
Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, New York, 1-12 mars 2010;
- Quarante-huitième session de la Commission du développement social, New York, 3-12 février 2010;
- Quarante-neuvième session de la Commission du développement social, New York, 9-18 février 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, New York, 27 février-9 mars 2012;
- Cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, New York, 12-14 septembre 2012;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro (Brésil), 20-22 juin 2012;
- Onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, New York, 7-18 mai 2012;
- Quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, New York, 23-27 avril 2012;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, 4 et 5 mars 2013;
- Conférence internationale de la population et le développement sur les droits de l'homme, La Haye (Pays-Bas), 7-10 juillet 2013;
- Les membres de l'Association dans leurs pays respectifs ont également participé activement à la préparation de rapports officiels relatifs aux réponses nationales en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association travaille avec le FNUAP, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en vue de réaliser des projets et des activités.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

À l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Association a appelé l'attention des gouvernements nationaux sur les domaines d'action prioritaires. Elle a facilité une série d'activités de partage de l'information qui ont fourni des expériences d'apprentissage dans les divers pays des Caraïbes, ainsi qu'une dissémination inter-pays des stratégies, concepts et activités efficaces qui se sont révélés utiles à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

## **6. Organisation catholique d'aide au développement**

### **Statut consultatif spécial, 2006**

#### **Introduction**

L'organisation catholique d'aide au développement est située aux Pays-Bas et se concentre sur le développement et la collaboration internationale dans les régions et les zones de conflit. Elle a pour mission de créer des communautés florissantes dans des sociétés désintégrées grâce à des programmes dans les domaines de la santé, de l'atténuation des risques et de l'entrepreneuriat. L'organisation est active dans 30 pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Organisation vise à promouvoir l'inclusion de la problématique hommes-femmes dans ses travaux. Les unités chargées des programmes opérationnels s'efforcent de promouvoir la prise de conscience et de faire connaître les défis auxquels font face des millions de personnes vivant dans des situations fragiles et des zones de conflit.

#### **Changements à signaler**

À la suite d'une analyse stratégique de la valeur ajoutée de sa présence dans un pays donné, l'organisation a remanié sa couverture géographique.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Aucune contribution n'a été signalée.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

- Le douzième anniversaire, en 2012, de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, au cours duquel elle a organisé des manifestations sur un mécanisme de financement multipartite pour l'application de la résolution 1325 (2000) et une table ronde sur la participation des femmes aux pourparlers de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire (FARC-AP), entre autres.
- En septembre 2012, pendant l'Examen périodique universel de l'Inde, à Genève, l'organisation a organisé une manifestation parallèle au Conseil des droits de l'homme relative à la violence contre les femmes dans les situations de conflit en Inde.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En mai 2012, l'organisation et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont signé un mémorandum d'accord selon lequel l'organisation est un partenaire principal de la Campagne urbaine mondiale, qui est la plateforme de sensibilisation et de partenariat pour les villes au XXI<sup>e</sup> siècle. Son objectif est de placer l'ordre du jour urbain au plus haut niveau des

politiques de développement. Les partenaires de la Campagne urbaine mondiale font campagne en faveur d'un objectif stratégique de développement urbain.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les travaux de l'Organisation se concentrent principalement sur les objectifs 1, 4, 7 et 8 du Millénaire pour le développement.

## **7. Commonwealth Association of Surveying and Land Economy**

### **Statut consultatif spécial, 2006**

#### **Introduction**

La Commonwealth Association of Surveying and Land Economy est une fédération de sociétés professionnelles indépendantes représentant la profession de géomètre et de spécialiste de l'économie foncière. Elle comprend actuellement 36 pays, 44 membres institutionnels et 74 membres associés, intervenant à titre individuel. Elle a également des correspondants dans d'autres pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association a pour buts : de renforcer le développement de la profession de géomètre et spécialiste de l'économie foncière dans tous les pays du Commonwealth; de promulguer des normes appropriées en matière d'éducation et de formation; et d'encourager le dialogue entre les associations membres et les gouvernements nationaux sur toutes les questions touchant la politique nationale pour lesquelles la profession a compétence pour fournir des avis et conseils informés. L'Association s'efforce de réaliser ces objectifs grâce à des ateliers et des séminaires, des publications, des services de main-d'œuvre et des conseils directs aux gouvernements, universités, autres établissements d'enseignement et ses propres sociétés membres.

#### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association travaille en partenariat avec ONU-Habitat. Grâce à la contribution de l'Association, les agents chargés de l'enregistrement des biens fonciers en Afrique assistent dorénavant à des Réunions de groupes d'experts.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- L'Association a participé au Forum urbain mondial, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en mars 2010.
- L'Association, en tant que membre fondateur du Forum des professionnels de l'habitat, a participé à la sixième session du Forum urbain mondial d'ONU-Habitat, tenu à Naples (Italie), en septembre 2012.

- Elle a participé au Forum des professionnels de l'habitat, tenu à Paris, le 9 mars 2012.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association a pris la parole aux auditions informelles interactives de 2010 de l'Assemblée générale avec des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile et le secteur privé, tenues aux Nations Unies, à New York, les 14 et 15 juin 2010.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les activités de l'Association appuient les objectifs 1, 2, 3, 4, 7 et 8 du Millénaire pour le développement.

## **8. Union européenne des étudiants juifs**

### **Statut consultatif spécial, 2006**

#### **Introduction**

L'Union européenne des étudiants juifs est l'organisation faitière de 35 unions nationales d'étudiants juifs en Europe et en ex-Union soviétique, représentant plus de 200 000 étudiants juifs. L'Union s'efforce de donner la possibilité aux jeunes Juifs de participer activement à leur communauté et leur société afin d'améliorer leur propre vie et celle des Juifs en Europe en représentant leurs intérêts et en faisant connaître leurs besoins.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'objectif de l'Union est de favoriser l'unité des étudiants juifs au niveau européen et de veiller à ce qu'ils contribuent à la réalisation des aspirations du peuple juif, à sa continuité et au développement de son héritage religieux, spirituel, culturel et social. Au cours des dernières années, l'Union a mis un accent particulier sur les droits et la participation des jeunes, la lutte contre le racisme et la discrimination, le dialogue entre les religions, la lutte contre les propos haineux en ligne, la promotion des droits des minorités et la prévention du génocide.

#### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Union a réalisé des séminaires de formation annuels sur « Les ambassadeurs auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies », à Genève, en mars 2010, mars 2011, mars 2012 et mars 2013. L'Union a formé un groupe sélectionné d'étudiants aux mécanismes du Conseil des droits de l'homme et a rencontré des fonctionnaires des Nations Unies et des diplomates pour discuter des sujets de préoccupation.

L'Union a également organisé de nombreuses conférences en Europe sur le racisme, la discrimination, le dialogue entre les religions, les propos haineux en ligne et la prévention du génocide.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont assisté aux réunions suivantes :

- La treizième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 22-26 mars 2010 et ont fait une déclaration orale;
- La quatorzième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 14 juin 2010 et ont fait une déclaration orale;
- La quinzième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 27 septembre 2010 et ont fait une déclaration orale;
- La seizième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 21-25 mars 2011 et ont fait une déclaration orale;
- La dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 12-18 mars 2012 et ont fait une déclaration orale;
- Le 17 mars 2012, l'Union a organisé une manifestation parallèle à la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, invitant deux jeunes blogueurs et militants des droits de l'homme, Maikel Nabil d'Égypte et Kacem El Ghazzali du Maroc. Ils ont parlé contre les dictatures répressives, les violations des droits de l'homme et la liberté d'expression au Moyen-Orient.
- La vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 18-22 mars 2013 et ont fait une déclaration orale.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune coopération n'a été signalée.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

À l'appui de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement et en tant que membre de Religions for Peace – European Interfaith Youth Network, en 2013, l'Union s'est jointe à la « Restoring Dignity Campaign », qui est une initiative mondiale de Religions for Peace visant à faire de la question de la violence contre les femmes un défi fondamental à l'instauration de la paix.

## **9. Federation of Women Lawyers in Kenya**

### **Statut consultatif spécial, 2002**

#### **Introduction**

La Fédération est une organisation de défense des droits des femmes à but non lucratif, dirigée par des femmes, située au Kenya.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a pour vision une société qui respecte et protège les droits des femmes. La mission de l'organisation est de promouvoir le pouvoir individuel et collectif des femmes pour revendiquer leurs droits dans toutes les sphères de la vie. La Fédération a trois programmes : Accès à la justice; Les femmes et la gouvernance; et La gestion des connaissances. Ses trois objectifs principaux sont : de promouvoir l'accès des femmes à la justice grâce à des services juridiques, de consolider les acquis obtenus pour les femmes dans la Constitution et d'assurer l'application efficace de toutes les lois tenant compte de l'égalité entre les sexes; être l'organisation chef de file dans la recherche et la documentation relatives aux questions juridiques intéressant les femmes pour orienter les opérations du public et du secteur privé; et renforcer les capacités et la visibilité de l'organisation pour assurer la durabilité.

### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Fédération a élaboré un rapport officiel relatif au septième rapport de pays du Kenya au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. La Fédération fait également partie de l'équipe gouvernementale qui rédige le huitième rapport de pays du Kenya au Comité et fait en outre partie du Comité technique chargé d'aider le gouvernement à préparer les rapports à la Commission de la condition de la femme et pour l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Elle a contribué aux rapports du gouvernement à l'Examen périodique universel et, conjointement avec d'autres organisations de la société civile, a participé aux processus de l'Examen périodique universel. Conjointement avec d'autres organisations de la société civile, elle a présenté des rapports au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Les représentants de la Fédération ont participé aux cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies et ont présenté un rapport officiel à toutes les sessions. Les représentants de la Fédération ont en outre assisté à une réunion du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour présenter un rapport officiel relatif au septième rapport de pays du Kenya au Comité.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

La Fédération a coopéré avec le FNUAP et ONU-Femmes dans le cadre de la réalisation de ses activités relatives aux droits des femmes. Le FNUAP est le principal partenaire de financement des travaux réalisés par la Fédération pour faire campagne pour l'élimination de la mutilation génitale des femmes et mettre fin à la violence sexuelle et sexiste. ONU-Femmes a appuyé les travaux de l'organisation relatifs à la participation politique et au leadership des femmes. La Fédération fait partie de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des

femmes », lancée par le Secrétaire général, qui est une initiative visant à plaider en faveur de l'élimination de la violence sexuelle et sexiste. Elle participe au programme conjoint du FNUAP et de l'UNICEF « Les mutilations et ablations génitales féminines : accélérer le changement », qui cherche à accélérer l'élimination de cette pratique.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les initiatives de la Fédération sont axées sur la réalisation de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement concernant l'égalité entre les sexes et l'objectif 5 relatif à la réduction de la mortalité maternelle. La Fédération continue de s'efforcer de réaliser ces objectifs par l'intermédiaire de deux principaux programmes : le Programme d'accès à la justice qui offre divers moyens pour permettre aux femmes d'avoir accès à la justice, notamment la formation des clientes pour se représenter elles-mêmes aux tribunaux; et le mécanisme chargé des contentieux d'intérêt public pour promouvoir une nouvelle jurisprudence et des mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges tels que la médiation et les systèmes de justice informels au niveau communautaire, tels que les conseils des sages. De plus, le programme de la Fédération relatif aux femmes et à la gouvernance promeut la citoyenneté égale des femmes et une justice transformatrice. Les principales réalisations de la Fédération comprennent la fourniture de services d'aide juridique à plus de 20 000 femmes pendant la période à l'examen.

## **10. Gram Bharati Samiti**

### **Statut consultatif spécial, 1998**

#### **Introduction**

Gran Bharati Samiti est une société pour le développement rural formée par des militants de causes sociales, des travailleurs et professionnels gandhiens et a pour mission d'établir une société fondée sur les valeurs humanitaires démocratiques et un habitat équilibré du point de vue de l'environnement.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation s'occupe des pauvres des zones rurales et des groupes tribaux, en particulier les femmes, les enfants, des personnes handicapées et celles atteintes de la lèpre ou vivant avec le VIH/sida.

#### **Changements à signaler**

À la suite d'un amendement à sa constitution, le nombre des membres du comité exécutif a été réduit de 30 à 11.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a fourni à 460 filles une formation professionnelle en tissage de tapis et broderie.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Le Partner's Forum on Women's and Children's Health, organisé par le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé en collaboration avec le Ministère indien de la santé et des affaires familiales, tenu à New Delhi, les 13 et 15 novembre 2010.
- La quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, tenue à Marrakech (Maroc), du 24 au 28 octobre 2011.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- L'organisation a participé à la réunion sur la traite des femmes dans le Rajasthan, organisée à Amber (Inde) le 14 octobre 2010 avec un appui du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (qui fait maintenant partie d'ONU-Femmes).
- L'organisation a participé à une enquête en ligne sur l'application de l'Initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement en fournissant un traitement contre le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles à 348 chauffeurs de poids lourds, en sensibilisant au VIH/sida 6 000 jeunes migrants et en fournissant une formation à 2 000 dirigeantes de groupements d'entraide pour prévenir le VIH/sida dans le district de Tonk en 2011.
- Chaque année, le 1<sup>er</sup> décembre, l'organisation a célébré la Journée mondiale de la lutte contre le sida.
- L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif 7 en plantant 55 000 arbres et en stabilisant 60 dunes de sable dans la trouée des collines d'Aravalli et a célébré chaque année, le 5 juin, la Journée mondiale de l'environnement.
- L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif 2 en dispensant un enseignement non formel à 740 adolescentes et 150 enfants bergers.
- Au cours de la conférence organisée le 8 mars 2011 pour célébrer la Journée internationale de la femme, l'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif 3 en formant 158 dirigeantes de groupements d'entraide à leurs droits et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

## **11. Green Asia Network**

### **Statut consultatif spécial, 2010**

#### **Introduction**

Green Asia Network est une organisation non gouvernementale internationale qui s'efforce d'atténuer les changements climatiques et d'assurer la sûreté et la durabilité de la Terre.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation rassemble les populations pour qu'elles mènent des vies plus stables en harmonie avec la nature grâce à des activités de gestion durable des terres. L'organisation met non seulement l'accent sur la dégradation des sols, mais s'efforce également d'autonomiser les populations en leur fournissant une formation leur permettant de gérer les projets. L'organisation travaille avec elles afin de créer des coopératives pour gérer leurs communautés et promouvoir la création d'emplois tout en ayant pour objectif leur autonomie grâce à une agriculture durable.

#### **Changements à signaler**

En 2013, l'organisation a créé un bureau à Yangon (Myanmar) en vue de promouvoir un projet pour la participation communautaire pour ce qui est de la foresterie et la construction d'éco-villages, où la moitié de la population de 25 millions est affectée par la dégradation de l'environnement tels que les changements climatiques et la désertification.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation aide à élaborer des modèles de développement régional durable en se concentrant sur trois domaines pour parvenir au développement durable : l'environnement, la société et l'économie. Grâce au relèvement de la foresterie et la restauration des terres, l'organisation promeut l'autosuffisance en offrant une variété de possibilités économiques aux populations locales affectées par la désertification. En réalisant des projets relatifs à l'environnement avec l'organisation, les populations locales acquièrent les compétences et les connaissances nécessaires pour simultanément gérer les projets de foresterie et tirer un revenu de l'agriculture et de l'agroforesterie. Pendant la durée de leur emploi par Green Asia Network en tant que personnel de terrain, les populations locales obtiennent une expérience qui contribue plus tard à la génération d'un revenu et soutient leurs ménages et communautés. Ce processus assure la durabilité à long terme des projets relatifs à l'environnement de l'organisation et il est axé sur les chances d'accès aux moyens de subsistance.

En 2014, l'organisation a reçu le prix « Terre pour la vie » de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. Un jury d'experts internationaux est convenu à l'unanimité que l'organisation devrait recevoir le prix en reconnaissance de son impact sur l'amélioration de la vie des populations et la restauration de l'environnement.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, tenue à Changwon (République de Corée), du 10 au 21 octobre 2011. Au cours de la session, l'organisation a organisé une manifestation parallèle, intitulée « Youth Green Forum – action for combating desertification ». Elle a également organisé un séminaire, intitulé « Sustainable regional development: a model of sustainable land management » et mis en place un kiosque promotionnel du 10 au 21 octobre.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le 14 avril 2011, en coopération avec le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'organisation a créé le « CSO Network to Combat Desertification » qui comprend quelque 60 organisations de la société civile in République de Corée afin de participer à la dixième session de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et a présidé des réunions connexes des organisations de la société civile.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- À l'appui de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, l'organisation a recruté des résidents locaux dans les zones affectées par la dégradation des sols, y compris des réfugiés environnementaux de zones urbaines et leurs a fourni un salaire et une formation aux pratiques forestières. Elle a créé une base de revenu durable pour les communautés locales grâce à la culture d'arbres fruitiers et l'agriculture. Les recettes de la récolte sont placées dans un fonds collectifs géré par une coopérative informelle. Éventuellement, ces fonds serviront de capital de lancement pour investir dans la création d'une coopérative communautaire.
- À l'appui de l'objectif 7, l'organisation a planté 500 000 arbres sur 500 hectares de sols dégradés en Mongolie, où 78 % des terres souffrent de désertification. Selon le Desertification Research Centre de l'Institute of Geoecology de l'Académie des sciences mongolienne, la teneur en eau des sols où était réalisé le projet de l'organisation s'est accrue (entre 0,3 et 0,66 %), comparé aux sites ne bénéficiant pas du projet (0 %). Sans les travaux de l'organisation, les terres continueraient de se dessécher du fait de l'évaporation accrue. Cela a été confirmé par des témoignages oculaires de villageois qui ont signalé la disparition des tempêtes de poussière et de sable sur les sites où Green Asia Network avait réalisé des projets.

## **12. Humanity First**

### **Statut consultatif spécial, 2006**

#### **Introduction**

Humanity First est un organisme caritatif indépendant créé en 1995 au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et qui est maintenant enregistré dans 43 pays.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

Humanity First travaille dans des situations de catastrophe et dans des pays à faible revenu. L'organisme a pour but de faciliter le transfert des compétences et le renforcement des capacités pour permettre aux populations les plus pauvres de la planète de sortir de la pauvreté.

### **Changements à signaler**

En 2012, Humanity First est devenu une entreprise à responsabilité limitée. Elle garde son statut caritatif et demeure un organisme caritatif au Royaume-Uni.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Humanity First est en liaison avec les Nations Unies afin d'optimiser les secours fournis à la suite de catastrophes. Des exemples en sont le tremblement de terre en Haïti en 2010 où l'organisation avait plus de 100 cliniciens sur le terrain, a assisté aux réunions journalières des Nations Unies et a travaillé conjointement avec d'autres organisations non gouvernementales sous la direction des Nations Unies. Après les glissements de terrain survenus en Ouganda en 2010, elle a fourni des services médicaux au camp de l'UNICEF à Bulucheke, dont ont bénéficié 3 000 réfugiés. L'organisation a contribué aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable et à l'élaboration de l'avant-projet du document final de la Conférence sur le développement durable. Elle a assisté en qualité d'observateur de la société civile à la soixante-septième session de l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il a également contribué à l'élaboration du Document final de la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales, intitulé « Notre programme d'action ».

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- L'organisation a contribué aux réunions du Conseil économique et social (ECOSOC) tenues à New York et s'est tenue en contacts réguliers avec l'OMS à Genève en ce qui concerne la gestion des risques pour la santé tels que la grippe aviaire et l'Ebola.
- Elle a participé à la soixante-septième session de l'Assemblée de l'OMS, a coorganisé une manifestation parallèle à l'intention des parties prenantes dans les domaines de la chirurgie, l'obstétrique, les traumatismes et l'anesthésie qui appuient un accès accru aux soins chirurgicaux essentiels.
- Elle a assisté aux douzième et treizième sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et a participé au Groupe sectoriel mondial pour la santé, collaborant avec le Grand groupe des femmes pour le développement durable ainsi que le Grand groupe des enfants et des jeunes afin de contribuer à la proposition finale pour les objectifs de développement durable du Groupe de travail à composition non limitée, qui a été adopté en tant que document d'orientation par l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Elle a assisté à la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales « 2015 et au-delà » et a contribué au document final de la Conférence, intitulé « Notre programme d'action ».

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

- Par l'intermédiaire du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, l'organisation a fourni une aide au lendemain du tremblement de terre en Haïti en 2010, des inondations au Pakistan en 2010 et de la sécheresse en Afrique de l'Est en 2011.
- L'organisation poursuit un dialogue actif et coopère avec les entités des Nations Unies suivantes :
  - Assiste régulièrement aux sessions et aux réunions d'information de l'ECOSOC à New York.
  - Collabore avec l'UNICEF à la réalisation de projets spécifiques aux Philippines.
  - Donne des orientations au Haut-Commissariat pour les réfugiés dans les situations de conflit, par exemple en Syrie et dans le Territoire palestinien occupé.
  - Donne des orientations à l'OMS sur les programmes de santé, les meilleures pratiques cliniques et l'épidémiologie.
  - Donne des orientations au Programme mondial alimentaire (PAM) sur les programmes alimentaires et les logistiques.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- À l'appui de l'objectif 1 : l'organisation a créé 34 centres de formation professionnelle dans 15 pays et a formé plus de 38 000 personnes à l'informatique, la couture, la coiffure et au génie mécanique. Elle a également fourni un appui agricole à plus de 100 000 fermiers pour maximiser le rendement des récoltes et minimiser le gaspillage.
- À l'appui de l'objectif 2 : elle a construit et gère 15 écoles et fournit des livres et des ressources de laboratoire à plus de 75 écoles, offrant des chances égales aux garçons et aux filles au Bénin, en Gambie, en Haïti, au Mali, et au Pakistan.
- À l'appui de l'objectif 3 : elle a créé un groupe de réflexion international pour traiter de la question de l'autonomisation des femmes.
- À l'appui de l'objectif 4 : elle a dispensé une formation clinique aux soins néonataux et pédiatriques à des cliniciens en Gambie, au Ghana et en Ouganda.
- À l'appui de l'objectif 5 : elle a formé des sages-femmes et des cliniciens pour améliorer les soins maternels en Gambie, en Haïti et en Ouganda.
- À l'appui de l'objectif 7 : elle a construit 1 484 installations d'eau et installations sanitaires dans des villages dont bénéficient 2,66 millions de personnes dans 18 pays.

## **13. Integrated Development in Focus**

### **Statut consultatif spécial, 2010**

#### **Introduction**

Integrated Development in Focus est une organisation non gouvernementale de renforcement des capacités œuvrant en étroite collaboration avec des institutions gouvernementales telles que le Service de santé du Ghana, des autorités locales et ministères et départements, tant au niveau local qu'au niveau des parties prenantes clés, assemblées (district et municipalités), communautés, familles et individus pour promouvoir des modes de vie sains et des compétences nécessaires dans la vie courante pour changer les comportements sociaux en vue de l'atténuation de la pauvreté. L'organisation travaille dans quatre régions du Ghana et élargira ses activités à deux nouvelles zones municipales dans la région centrale et de la Volta.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a pour but de mobiliser les ressources et les parties prenantes à tous les niveaux afin d'autonomiser les femmes, les jeunes et les enfants pauvres vulnérables pour qu'ils réalisent leurs propre développement. L'organisation a pour vision et objectif de voir les femmes, les enfants et les jeunes devenir responsables tout en jouissant des pleins bénéfices de la vie.

#### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a travaillé et continue de travailler en collaboration avec des parties prenantes (locales et internationales) pour appuyer, renforcer et parvenir aux résultats souhaités pour soutenir les travaux des Nations Unies. L'organisation travaille en partenariat avec IPAS Ghana en vue de réaliser l'objectif 5 du Millénaire pour le développement visant à améliorer la santé maternelle et néonatale en menant des activités de sensibilisation auprès des communautés et des femmes pauvres, déshéritées et difficile à atteindre pour leur fournir des informations exactes, ainsi que des possibilités d'obtenir des conseils et un accès à des services complets d'interruption volontaire de grossesse. L'organisation travaille avec le Service de santé du Ghana, la Ghana Coalition of NGOs in Health et Strengthening Transparency, Accountability and Responsiveness au Ghana pour réaliser l'objectif 4 en recueillant des données des établissements de santé afin de les analyser en vue d'élaborer des politiques efficaces et de suivre les progrès accomplis par le Gouvernement dans la réalisation de l'objectif 5. En partenariat avec le Programme de microfinancement du PNUD/Fonds pour l'environnement mondial, l'organisation aide à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes à l'appui de l'objectif 3 et a planté des arbres pour l'acquisition de moyens de subsistance durables à l'appui de l'objectif 7. En ce qui concerne l'objectif 6, l'organisation travaille avec le Service de santé du Ghana pour lutter contre la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida dans 43 communautés bénéficiaires. Elle a participé au Ghana Behaviour Change Support Project, qui a pris fin en mai 2013 qui traitait de la santé maternelle et néonatale, de l'eau et

l'assainissement, de la planification familiale et du paludisme dans 33 communautés déshéritées.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune participation n'a été signalée.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

De 2009 à 2014, l'organisation a collaboré avec le Programme de microfinancement pour remettre en état 60 terres communautaires dégradées grâce à la gestion durable des terres, la conservation de la biodiversité et des activités relatives aux moyens de subsistance durables dans trois communautés pauvres et déshéritées de Ga West Municipal dans la région du Grand Accra (Ghana).

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- À l'appui de l'objectif 4, l'organisation a collaboré avec la Coalition of NGOs Health et le Service de santé du Ghana pour suivre et analyser les données recueillies des établissements de santé afin d'améliorer la santé maternelle.
- À l'appui de l'objectif 6, l'organisation a célébré la Journée mondiale de la tuberculose dans 33 communautés exposées à la tuberculose et a organisé des forums pour faciliter les débats et partager les meilleures stratégies novatrices pour lutter contre la tuberculose. Elle a célébré la Journée mondiale de lutte contre le sida et a fourni des services gratuits de conseils et de dépistage à 3 700 personnes au cours des quatre dernières années. Elle a célébré la Journée mondiale du paludisme et a collaboré avec le Service de santé du Ghana pour éduquer plus de femmes enceintes et a fourni des moustiquaires imprégnées d'insecticide à 200 ménages.
- À l'appui de l'objectif 7, l'organisation a œuvré en partenariat avec le Programme de microfinancement et a organisé la Journée mondiale de l'environnement en 2012 et a planté 300 arbres pour lutter contre la dégradation des sols pour favoriser l'acquisition de moyens de subsistance durables et la sécurité alimentaire.

## **14. Association internationale des ports**

### **Statut consultatif spécial, 1996**

#### **Introduction**

L'Association internationale des ports comprend 350 membres, principalement les autorités portuaires publiques, dans 90 pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Son principal objectif consiste à développer et à promouvoir de bonnes relations et la coopération entre tous les ports du monde en encourageant une plus grande efficacité de tous les ports grâce à l'échange d'informations sur les nouvelles techniques et la technologie relative au développement, l'organisation, l'administration et la gestion des ports.

**Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association a fait un exposé sur des questions relatives à la communauté portuaire internationale à la Division des affaires maritimes du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat, à New York, en juillet 2010.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

- À l'Atelier intitulé « Les incidences des changements climatiques sur les réseaux de transport internationaux », organisé conjointement par la Commission économique pour l'Europe et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève, le 8 septembre 2010, le représentant de l'organisation a fait un exposé sur les résultats de l'enquête industrielle conjointe sur les changements climatiques et leurs incidences sur les réseaux de transport internationaux et les mesures d'adaptation requises.
- L'Association a fait des exposés à la Réunion spéciale d'experts de la CNUCED, intitulée « Les conséquences des changements climatiques et l'adaptation à ces changements pour les ports du monde entier », tenue à Genève, les 29 et 30 septembre 2011.
- L'Association a fait un exposé sur les indicateurs de performance des ports à la Réunion spéciale d'experts, intitulée « Évaluation des résultats en matière de gestion portuaire », tenue à Genève, le 12 décembre 2012.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En octobre 2013, l'Association a aidé la CNUCED à réaliser une enquête en ligne, intitulée « Port-industry survey on climate variability and change-data availability/information needs, current levels of resilience and adaptation planning » pour examiner la manière dont les ports et les terminaux du monde traitent les incidences futures des changements climatiques, en particulier en ce qui concerne la disponibilité des données/les besoins en information, les niveaux actuels de résilience et la planification de l'adaptation.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune initiative n'a été signalée.

**15. The Grail****Statut consultatif spécial, 1998****Introduction**

The Grail a des équipes et centres dans 17 pays et des membres dans 16 pays de plus et le nombre de ses membres augmente dans quatre pays additionnels. Grail compte 890 membres.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation est un mouvement spirituel, culturel et social de femmes s'inspirant de la foi chrétienne qui cherche à répondre à l'appel des Évangiles dans le monde actuel. Portée par des valeurs spirituelles, l'organisation envisage un monde de paix, de justice et de renouvellement de la Terre, par les femmes travaillant ensemble à ce changement. L'organisation est un mouvement international de femmes comptant des membres dans 33 pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie, d'Australie et de Mélanésie.

### **Changements à signaler**

Il n'y a eu aucun changement notable.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation promeut les Nations Unies au cours de toutes les réunions de son Conseil international et de son Assemblée générale et décrit les activités des Nations Unies dans le bulletin d'information du groupe qui se réunit mensuellement aux Nations Unies et dans le bulletin international publié deux fois par an. L'organisation s'adresse également à des écoles de New York et fait participer des filles et s'efforce de faire participer des garçons à diverses sessions des Nations Unies.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Cinquante-cinquième à cinquantième-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, New York, mars 2010, mars 2011, mars 2012 et mars 2013;
- Dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable, New York, mai 2010 et mai 2011 pour discuter de l'avant-projet de document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;
- Débats informels de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé, New York, juin 2010;
- Cinquantième session de la Commission du développement social, New York, février 2012;
- Onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, New York, 7-18 mai 2012.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation participe activement aux travaux du Comité sur la prévention de la violence contre les filles du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles, qui jusqu'à récemment faisait partie de l'UNICEF. Elle fait également partie du Comité des ONG pour la Décennie internationale des populations autochtones.

---

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- À l'appui de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, l'organisation réalise le programme « Girls Effect » au Portugal, dispense des cours de microéconomie au Brésil, réalise un projet microéconomique féminin dans le Bronx, New York, et réalise des projets sur la durabilité dans les régions rurales du Mexique.
- À l'appui de l'objectif 2, elle a créé des écoles et des écoles maternelles en Ouganda et aux Philippines et en République-Unie de Tanzanie.
- À l'appui des objectifs 4 et 5, l'organisation gère des cliniques mettant l'accent sur la santé infantile et maternelle au Brésil, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.
- À l'appui de l'objectif 6, les cliniques et les programmes communautaires de l'organisation luttent contre le VIH et le Sida en Afrique du Sud, au Brésil, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.
- À l'appui de l'objectif 7, l'organisation a continué à s'occuper de l'environnement au Brésil après la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, par l'intermédiaire de projets relatifs à la permaculture, la reforestation, le biogaz et l'écotourisme, entre autres.
- À l'appui de l'objectif 8, elle réalise des programmes à petite échelle pour aider les jeunes à acquérir la formation nécessaire en matière tissage, écotourisme, informatique, cuisine et soins infirmiers.